

des avantages proportionnés à la dépense. Il y a à l'est d'immenses forêts dont on n'a pu encore exploiter la richesse, et personne ne peut dire ce que nous vaudra cette contrée quand on aura pu développer ses ressources. La subvention que nous faisons actuellement aux paquebots-poste aidera beaucoup à payer l'intérêt de notre part du coût de ce chemin de fer. Nous dépensons en outre beaucoup d'argent pour l'immigration en ces provinces, laquelle serait grandement facilitée par la construction de cette voie. A la construire, on mettra quatre ou cinq ans, et personne ne peut se faire une idée combien cette section du pays se sera colonisée pendant ce temps. Cette voie sera pour nous d'un immense avantage. Après elle, nous pourrions commencer le chemin de fer qui mènera à la Colombie Anglaise et les améliorations de la Rivière-des-Outaouais jusqu'aux lacs d'en haut, (Écoutez ! écoutez !) Et les ouvriers et autres qui auront été employés à ces travaux pourront l'être sur le chemin conduisant au Pacifique et devenir ensuite colons de la grande contrée de la Rivière Rouge. (Écoutez ! écoutez !) Telles sont mes opinions sur le sujet qui occupe maintenant la chambre. Je puis avoir moins d'expérience que certains de nos membres, mais j'ai pour habitude d'observer ce qui se passe autour de moi, et j'en suis venu à la conclusion que l'union de ces provinces est nécessaire et à désirer. (Écoutez ! écoutez !) On a dit que les messieurs composant le cabinet actuel professaient autrefois des opinions si opposées, qu'il était impossible que rien de bon résultât de cette coalition. Quant à moi je n'ai pas une assez mauvaise opinion des hommes pour douter de la sincérité et du patriotisme de ces bons messieurs. Voulant le bien du pays, ils ont vu la nécessité d'un changement. Peu importe la différence qui a pu exister entre leurs opinions, ils occupent aujourd'hui le même wigwam, la même couverture les abrite (rires), et tant que le pays s'en trouvera bien, je suis prêt à leur donner mon appui, quelle que soit la politique qu'ils aient pu professer pendant les vingt dernières années. (Écoutez ! écoutez !) Il est évident que le pays souffre, qu'il faut trouver un remède à ses difficultés, et ce remède, je crois que nous sommes entrés dans la voie qui nous l'apportera. (Écoutez ! écoutez !) Les bons messieurs composant le cabinet me permettront de répéter que notre commerce de bois a droit à leur sérieuse attention, d'abord, à cause de

l'emploi qu'il donne à un si grand nombre de bras, ensuite parce qu'il augmente les exportations du pays et crée un marché pour les produits agricoles d'une partie du pays, tout en favorisant la colonisation des terres incultes. Pour le district de l'Outaouais, ce commerce est d'une importance spéciale, mais toute la province y est intéressée en ce qu'il agrandit les limites découvertes du pays. Un pays qui est tout frontière doit toujours rester une petite contrée. (Écoutez ! écoutez !) Si par le fait d'être soumis au contrôle des gouvernements locaux, il est apporté quelque entrave à ce commerce, les résultats en seront regrettables. Il est par conséquent à espérer que le gouvernement y portera toute l'attention qu'il mérite et fera ce qu'il croira être à l'avantage de tous les intéressés. Dans notre section, il a été dit que le Canada Central allait devenir le marchepied du Haut et du Bas-Canada. Pour ma part, je ne puis comprendre la possibilité d'une pareille chose. (Écoutez ! écoutez !) C'était là l'idée d'une lettre que j'ai reçue l'autre jour, par laquelle on me pressait de faire au projet toute l'opposition en mon pouvoir. Il se peut que la partie ouest de la province convoite, ambitionne un peu le contrôle de toute chose ; cependant, j'ai assez de foi dans les sentiments de cette partie du peuple et dans les moyens que nous avons de nous protéger nous-mêmes, que je suis loin de croire que notre commerce de bois pourra être détruit tout à coup, quand même le gouvernement local du Haut-Canada aurait son siège à Toronto. Quels que soient ceux qui composeront le gouvernement local, je pense qu'ils ne pourront s'empêcher de reconnaître l'importance de ce commerce, et qu'ils s'efforceront de favoriser tout ce qui sera essentiel au bien-être du pays. Je ne puis croire qu'ils seront assez impolitiques pour tuer la poule aux œufs d'or. (Écoutez ! écoutez !) Croyant voir que la chambre désire voter, je me fais un devoir de ne la pas retenir plus longtemps. (Cris de "parlez, parlez !") Il ne me reste plus qu'à dire que lorsque ces provinces séparées seront unies comme le veut le projet, et lorsque ce nouveau lien aura été scellé par le parlement impérial, je serai un de ceux qui n'aura aucune appréhension des résultats. (Applaudissements.)

L'HON. M. SANBORN.—Avant que le vote soit pris, je désire donner une simple explication. L'hon. premier ministre (Sir